

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 16 OCTOBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/469		
23SERV11 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DU PARCOURS CYCLABLE DU LITTORAL - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/469

BUREAU DU 16 OCTOBRE 2023

**O B J E T : 23SERV11 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DU PARCOURS
CYCLABLE DU LITTORAL - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5, L.2125-1 1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Procès-Verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 26/09/2023,

CONSIDERANT que le présent Accord-Cadre à Bons de Commande a pour objet la réalisation de prestations d'entretien du parcours cyclable du littoral incluant le nettoyage de la totalité du parcours, le fauchage et la taille périodique de la végétation plantée et spontanée ainsi que les tournées de surveillance et de petit entretien liés aux incivilités,

CONSIDERANT que les bons de commandes porteront sur l'exécution de prestations d'entretien de la piste cyclable qui seront répartis en 2 lots géographiques comme suit :

- Lot 1 : Secteur Est,
- Lot 2 : Secteur Ouest,

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 16/06/2023, avec une remise des offres fixée au 24/07/2023,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE, et de la plateforme de dématérialisation,

CONSIDERANT que 16 dossiers ont été retirés et 4 anonymement,

CONSIDERANT que 4 plis ont été déposés dans les délais, représentant 8 offres dont 4 pour le lot 1 et 4 pour le lot 2,

CONSIDERANT que pour le lot 1, un courrier de questionnaire pour Offre Anormalement Basse a été envoyé en date du 22/08/2023 avec une date limite de réponse fixée au 30/08/2023 au candidat CLM Environnement dont la réponse a été reçue dans les délais impartis et a été analysée,

CONSIDERANT que pour le lot 2, un courrier de demande de précision sur la teneur de l'offre a été envoyé au candidat SERPE en date du 22/08/2023 avec une date limite de réponse fixée au 30/08/2023 dont la réponse a été reçue dans les délais impartis et a été analysée,

CONSIDERANT que pour les lots 1 et 2, des courriers de questionnaire pour Offre Anormalement Basse ont été envoyés en date du 22/08/2023 avec une date limite de réponse fixée au 30/08/2023 au candidat LGP Jardins,

CONSIDERANT que le candidat LGP Jardins n'a pas répondu dans les délais impartis et que la non-réponse au courrier de détection des Offres Anormalement Basses vaut absence de justification et entraîne le rejet de l'offre pour caractère anormalement bas,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres les membres de la commission décident de retenir l'offre de la société :

- Pour le lot 1 : CLM Environnement sise à Fréjus (83 600),
- Pour le lot 2 : SERPE sise à Le Thor (84 250),

CONSIDERANT que les sociétés présentaient les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que les sociétés ne seront attributaires des marchés qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les marchés ne pourront pas leur être attribués,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DECLARER les offres du candidat LGP Jardins économiquement non viables pour les lots 1 et 2.

ARTICLE 3

DE DECLARER les offres des candidats :

- Pour le lot 1 : CLM Environnement économiquement viable.
- Pour le lot 2 : SERPE régulière.

ARTICLE 4

DE CONSTATER la recevabilité des candidatures des sociétés :

- Pour le lot 1 : CLM Environnement sise à Fréjus (83 600),
- Pour le lot 2 : SERPE sise à Le Thor (84 250),

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les marchés avec les sociétés :

- Pour le lot 1 - Secteur Est : CLM Environnement sise à Fréjus (83 600) pour un montant estimatif de 71 954, 40 euros HT (DPGF= 17 217, 20 euros HT + BPUF valant DENC = 54 737, 20 euros HT) étant précisé que le montant des prestations de l'Accord-Cadre est estimé annuellement à :

Seuil minimum annuel en euros HT	Seuil maximum annuel en euros HT
25 000 € HT	150 000 € HT

- Pour le lot 2 – Secteur Ouest : SERPE sise à Le Thor (84 250) pour un montant estimatif après vérification de 47 025 euros HT (DPGF= 25 380 euros HT + BPUF valant DENC = 21 645 euros HT) étant précisé que le montant des prestations de l'Accord-Cadre est estimé annuellement à :

Seuil minimum annuel en euros HT	Seuil maximum annuel en euros HT
20 000 € HT	70 000 € HT

ARTICLE 6

DE DIRE que l'Accord-Cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2024 ou de sa date de notification si elle est postérieure au 1^{er} janvier 2024. Chaque Accord-Cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

ARTICLE 7

DE DIRE que les crédits nécessaires à l'émission des bons de commandes relatifs à cet Accord-Cadre, seront inscrits sur le Budget Principal 2024 (et suivants) sur les opérations dédiées dans la limite des crédits disponibles, en fonctionnement et en investissement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 octobre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

